

::: Sommaire :::

- P.2 Joyeuses fêtes!
- P.3 Les Essenti*Elles* regardent vers l'avenir
- P.4 Lancement du Nombril n.10!!!
- P.5 Je parle français And I Love in English
- P.6 Appel d'œuvres d'art
- P.7-8 France: l'égalité des sexes, un « combat majeur ».
- P.9 Avez-vous un médecin de famille?
- P.10 Rapport sur les consultation sur la dualité linguistique au Canada
- P.11-12 Les femmes autochtones demandent une enquête publique nationale et un cadre d'action pour mettre fin à la violence.
- P.13 Ressources
- P.14 Votre page

::: AGENDA :::

Lancement de la 10e édition du Nombril!!!

Magazine en périnatalité et petite enfance
Jeudi 17 janvier à midi
au Centre de la francophonie

Les EssentiElles regardent vers l'avenir Samedi le 26 janvier de 9h à 16h À la Hotspring Valley Retreat

Appel d'œuvres d'art Les Femmeuses 2013

Thème: Histoires d'amour, histoires de langues

Date limite: vendredi 1er mars

Je parle français And I Love in English Pièce de théâtre collective Les 21 et 22 mars Au Old Fire Hall

Voir l'ensemble de la programmation en français sur le site Web de l'AFY http://www.afy.yk.ca/

Mamans, papas et bébés en santé

Pour connaître les services offerts : Stéphanie Moreau (867) 668-2663, poste 810 pcnp@essentielles.ca

Partenariat communauté en santé (PCS)

Pour connaître les services offerts en santé en français: communiquez avec Sandra St-Laurent, Directrice PCS (867) 668-2663, poste 800 pcsyukon@francosante.ca



302, rue Strickland Whitehorse, Yukon, Y1A 2K1 Tél.: (867) 668-2636 Téléc.: (867) 668-3511 elles@essentielles.ca www.lesessentielles.org





Canadian Heritage

Patrimoine canadien

Joyeuses fêtes!

JOYEUSES FÊTES ET MEILLEURS VœUX POUR LA NOUVELLE ANNÉE!

Les Essenti *Elles* vous souhaitent une année remplie d'amour et de justice sociale.

En 2013, continuons à œuvrer pour l'épanouissement et l'émancipation des Franco-yukonnaises!

Nous profitons de cette occasion pour remercier tous nos partenaires, membres et bénévoles pour leur précieux appui en 2012!

L'équipe des Essenti*Elles*





Les Essenti*Elles* regardent vers l'avenir!

QUE VOYEZ-VOUS DANS LES 5 PROCHAINES ANNÉES POUR Les Essenti*Elles*?

Atelier? Pièce de théâtre? Campagne de prévention de la violence? Atelier dans les écoles? Expédition dans les fonds marins arctiques?

À vous de nous le dire!

Chères membres, vous êtes invitées à participer à la journée pour planifier ce vous désirez que les EssentiElles accomplissent dans les 5 prochaines années. Nous voulons vous entendre: ce que vous avez aimé, ce qui vous a été utiles, ce que vous avez moins aimé, ce que nous aurions du faire... ou pas faire!

> Voici votre chance de décider ce que vous voulez pour **VOTRE** groupe de femmes francophones!

Le samedi 26 janvier

de 9h a 16h à la retraite Hotspring Valley Retreat

Le repas est fourni gracieusement. Service de garde fournis sur demande une semaine a l'avance.

Amenez vos maillots, nous irons dans les bains d'eau chaude à la fin de la journée!

Inscriptions obligatoires avant le 21 janvier à elles@essentielles.ca

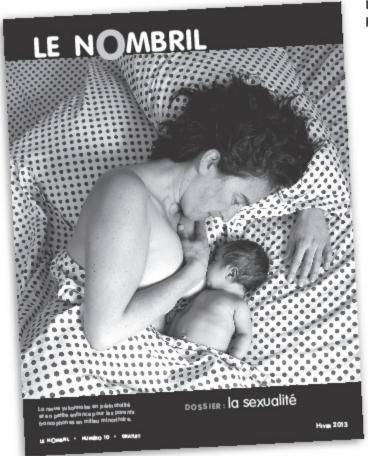
Au plaisir de vous entendre!

Le conseil d'administration et l'équipe des EssentiElles 🤵 Les EssentiElles



Lancement du Nombril n. 10!!!

Lancement de la revue le Nombril, 10e édition



La revue yukonnaise en périnatalité et en petite enfance pour les parents francophones en milieu minoritaire

> Repas répit **Jeudi 17 janvier à 12 h**

Centre de la francophonie 302, rue Strickland

Bienvenue à toutes et à tous!











La réalisation de ce projet n'eurait pu être possible sans le perficipation financière de Santé Canada, et de l'Agence de la santé publique du Canada.



Je parle français And I Love in English

Les Essenti*Elles* sont à la recherche de BÉNÉVOLES! Pour le projet:



DIVERS POSTE À COMBLER:

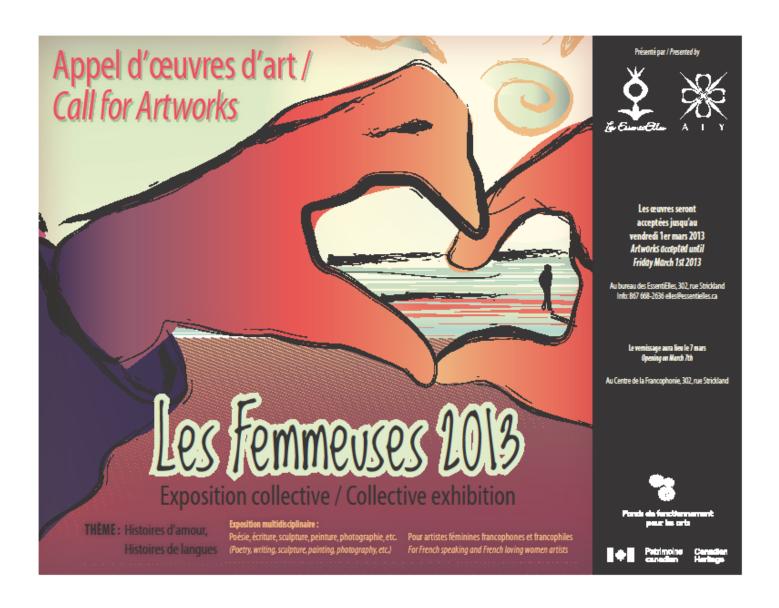
- Technicien(ne)
- Régie de scène
- Surtitrage
- Photographe
- Caméra(wo)men
- Coiffure
- Maquillage
- Aide aux décors\costumes
- Monter\démonter la salle

Information:

(867)668-2663 #840 ellesprojet@essentielles.ca www.lesenssentielles.ca



Appel d'œuvres d'art





Publié le 17 décembre 2012 Par Paul Journet, la Presse

FRANCE: L'ÉGALITÉ DES SEXES,« UN COMBAT MAJEUR »

Après 26 ans d'absence, la France a réinstitué un ministère des Droits des femmes. «On considérait que ce sujet ne méritait plus d'avoir un ministère à part entière», déplore celle qui a hérité du dossier, Najat Vallaud-Belkacem. La Presse l'a interviewée lors de son passage rapide à Québec, lundi, durant lequel elle a échangé avec ses homologues.

dyscoff

«Je suis très préoccupée de voir à quel point le droit à l'avortement est petit à petit remis en cause, y compris dans les pays plus avancés comme le Canada », a souligné la ministre française des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, en entrevue avec La Presse

QUÉBEC À 35 ans, Najat Vallaud-Belkacem est la plus jeune ministre du gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Brillante et éloquente, elle en est aussi la porte-parole. Son parcours méritocratique paraît plus nord-américain que français. Elle est née au Maroc dans une famille de sept enfants. Son père était travailleur de la construction. À 4 ans, elle migre en France avec sa famille. Après des études à l'Institut d'études politiques de Paris, elle travaille avec Ségolène Royal puis le nouveau président François Hollande.

«Je n'ai jamais senti de différence de regard de mes électeurs parce que j'étais une femme. En revanche, j'en ai toujours senti une de la part de mes collègues politiques. C'est très intéressant. Cela montre que la société évolue plus vite que ses structures politiques. Elles ont besoin de s'interroger», affirme-t-elle.

Elle en a donné un exemple dans le livre Raison de plus. Elle y écrit avoir organisé un souper de campagne chez elle à Lyon. Elle a alors accueilli un homme à la porte et pris son manteau. Il lui a demandé où se trouvait le politicien hôte de la maison...

Plusieurs lois existent pour assurer l'égalité des sexes. Mais après avoir travaillé sur l'égalité de droit, la France doit maintenant se préoccuper davantage de l'égalité de fait, soutient Mme Vallaud-Belkacem. Même si une dizaine de lois existent pour garantir l'égalité professionnelle, un écart de rémunération de 27% perdure néanmoins entre les sexes.

«Ce n'est pas parce qu'on a des lois que les problèmes sont réglés», rappelle-t-elle. Elle ajoute que les sanctions et les processus de contrôle en la matière sont «tellement compliqués qu'ils ne s'appliquent pas». Elle doit s'y attaquer bientôt.

Mme Vallaud-Belkacem comprend qu'elle lutte contre de vieilles traditions. «La tendance naturelle de la société, ce n'est pas l'égalité homme - femme. C'est l'inégalité, dans toutes ses composantes - familiale, religieuse, institutionnelle, médiatique. On hérite d'une structuration sociale qui date de millénaires. C'est pour cela qu'il y a tant de résistance. C'est un combat majeur qu'il faut mener avec force et détermination.»

(Suite page suivante...)



(...suite)

Nous lui apprenons que la ministre canadienne de la Condition féminine, Rona Ambrose, a voté pour une motion qui visait à tenir une commission parlementaire sur les droits du foetus, et ce, dans l'espoir de rouvrir le débat sur l'avortement.

«J'ai une réaction assez vive, lance-telle. Je suis très préoccupée de voir à quel point le droit à l'avortement est petit à petit remis en cause, y compris dans les pays plus avancés comme le Canada. Pour nous, le Canada fait figure de pays des lumières en matière d'égalité homme-femme. Il faut constamment être vigilant. Les lobbys conservateurs sont toujours à l'affût de la moindre faiblesse pour revenir à la charge.»

Mariage gai, laïcité et religion

La ministre a échangé avec ses homologues québécois au sujet de leurs politiques respectives - et très semblables - de lutte contre l'homophobie. Elle s'est aussi intéressée au mariage gai. Le sujet est moins consensuel en France. Dans l'attente de son projet de loi, les deux camps organisent d'importantes manifestations.

«Ce serait injuste de taxer d'homophobes tous ceux qui sont contre le mariage gai. Ils peuvent avoir des inquiétudes et des angoisses quant à la structure de la société et au rôle, déterminant pour beaucoup de Français, de la cellule familiale.»

Mme Vallaud-Belkacem n'est pas familière avec le projet de charte de la laïcité du Parti québécois, qui semble relégué aux oubliettes dans un contexte de gouvernement minoritaire. On lui en décrit les grandes lignes: l'égalité homme-femme doit primer la liberté de religion, et le port de signes religieux ostensibles est interdit dans la fonction publique et parapublique. «Ça m'a l'air d'aller plutôt dans le bon sens», dit-elle prudemment, sans vouloir s'avancer davantage.

Même si elle reconnaît la menace de l'islamisme pour les femmes, elle dit «en avoir assez de la stigmatisation des religions». «Je veux remettre les choses à leur juste niveau. La religion est un des éléments qui, parfois, bloquent le processus homme-femme, mais ce n'est qu'un élément parmi d'autres.»

Elle parle de la diffusion de stéréotypes sexistes comme les rôles sexués dans les émissions de télévision, où «on montre systématiquement maman qui fait la cuisine et qui ne travaille pas».

«Ça peut sembler anodin. On se dit que c'est beaucoup moins grave que le prosély-tisme religieux. Mais ça a presque plus d'impact sur le quotidien des gens, car ils se font une idée dès le plus jeune âge de ce que doit être la société.»

Lien: http://www.lapresse.ca/international/europe/201212/17/01-4604427-france-legalite-des-sexes-un-combat-majeur.php

Santé

Pour diffusion Le 20 décembre 2012

Le gouvernement veut savoir combien de Yukonnais sont sans médecin de famille

WHITEHORSE—On demande aux résidents yukonnais qui n'ont pas de médecin de famille d'en informer le gouvernement. Le ministre de la Santé et des Affaires sociales, M. Doug Graham, a annoncé aujourd'hui le lancement d'un site Web qui permettra au gouvernement de connaître le nombre de personnes au Yukon qui sont sans médecin de famille.

« Nous savons que de nombreux Yukonnais n'ont pas de médecin de famille et que pour cette raison, ils sont obligés d'aller à la salle d'urgence même lorsque leurs troubles de santé sont peu graves, mais nous ne disposons pas de données objectives sur ces faits », a ajouté le ministre. « Nous espérons que les gens visiteront ce site Web pour nous faire savoir quelle est leur situation. »

Cette initiative servira de base aux efforts de recrutement et de maintien en poste que déploie actuellement le gouvernement, et il y a de fortes chances que le processus prenne plusieurs mois.

On encourage les personnes qui n'ont pas de médecin de famille à visiter le site http://www.hss.gov.yk.ca/fr/patientregistry.php.

Renseignements:

Elaine Schiman
Communications
Conseil des ministres
867-633-7961
elaine.schiman@gov.yk.ca

Patricia Living
Communications
Santé et Affaires sociales
867-667-3673
patricia.living@gov.yk.ca



Francophonie

Rapport du Comité des langues officielles sur la Feuille de route pour la dualité linguistique : les communautés ont été écoutées, maintenant c'est au gouvernement d'agir

Ottawa, 14 novembre 2012 - La Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada se réjouit de voir le Comité permanent des langues officielles des Communes recommander le renouvellement de la Feuille de route pour la dualité linguistique, qui viendra à échéance en mars prochain. La FCFA attend avec impatience la réponse du gouvernement à l'ensemble du rapport du Comité sur la question, publié la semaine dernière.

« Les communautés ont fait leur travail. Près de 40 de nos organismes et institutions se sont présentés devant le Comité et clairement, nous n'avons pas seulement été entendus, nous avons été écoutés », souligne la présidente de la FCFA, Marie-France Kenny.

Seul bémol, si le Comité recommande le renouvellement de la Feuille de route lorsque celle-ci viendra à échéance en mars prochain, en revanche, il ne recommande pas une augmentation, mais plutôt un maintien du montant de l'enveloppe associée à la Feuille de route, soit 1,1 milliard \$. Plusieurs autres éléments et recommandations du rapport présentent des pistes pour le contenu de cette nouvelle Feuille de route. On recommande notamment d'appuyer financièrement les organismes, institutions et réseaux des communautés, afin qu'ils puissent assurer adéquatement la livraison de services aux citoyens dans la langue de la minorité. On aborde aussi des enjeux comme la santé, l'éducation, le développement économique et l'immigration, ainsi que des clientèles comme les jeunes, les femmes et les aînés francophones.

Ceci dit, la FCFA trouve quelque peu étonnant que certaines prises de position assez claires formulées par le Comité dans le texte du rapport ne sont pas reprises dans les recommandations. « Par exemple, alors que le Comité affirme clairement que la prochaine Feuille de route doit prioriser la petite enfance, on ne trouve aucune recommandation formelle à cet égard. D'autre part, alors que le Comité en a beaucoup à dire sur le soutien à donner aux communautés au niveau de l'immigration, la recommandation formelle sur cet enjeu, elle, est plutôt générale et succincte », note Mme Kenny.

Pour cette raison, la FCFA estime essentiel que le gouvernement, dans la réponse qu'il fera au Comité, s'adresse à l'ensemble du rapport : analyses, constats, prises de position et recommandations. « Les règles exigent que le gouvernement fasse une réponse à ce rapport. En prenant le document comme un tout et en s'inspirant de ce que les communautés ont dit lors des consultations sur les langues officielles, le gouvernement aura en main tous les éléments dont il a besoin pour le renouvellement de la Feuille de route pour la dualité linguistique », opine la présidente de la FCFA.

La FCFA du Canada est un organisme national qui regroupe les associations francophones porte-parole de neuf provinces et des trois territoires, ainsi que dix organismes nationaux. Elle a pour rôle de défendre et de promouvoir les droits et les intérêts des francophones à l'extérieur du Québec.

- 30 -

Serge Quinty, directeur des communications

FCFA du Canada Tél. : (613) 241-7600 Cell. : (613) 286-4820



L'Association des femmes autochtones du Canada et l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale répliquent au rapport Oppal sur les femmes disparues en réclamant une enquête publique nationale et un cadre d'action pour mettre fin à la violence.

Publication immédiate : le 17 décembre 2012

(Ottawa et Vancouver) L'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) et l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (FAFIA) répondent au rapport final de la Commission d'enquête sur les femmes disparues en renouvelant la demande d'une enquête publique nationale sur les centaines de meurtres et de disparitions de femmes et de filles autochtones.

La présidente de l'AFAC, Michèle Audette, a déclaré : « Cette enquête n'a porté que sur l'échec de la police autour de Vancouver; la police aurait dû faire enquête et poursuivre William Pickton beaucoup plus tôt qu'elle ne l'a fait. La Commission Oppal n'a même pas abordé tous les meurtres et toutes les disparitions de femmes et de filles autochtones en Colombie-Britannique – et d'autres meurtres et disparitions ont eu lieu. L'enquête du commissaire Oppal n'a pas porté spécifiquement sur les femmes et les filles autochtones ni sur les multiples facteurs qui causent l'épidémie de violence extrême envers elles. »

« À cause de cette limitation, nous avons besoin d'une enquête publique nationale axée sur les meurtres et les disparitions de femmes et de filles autochtones partout au Canada, une enquête qui révélera les tendances et les causes systémiques de la violence. » « L'Association des femmes autochtones du Canada a été exclue de la Commission d'enquête sur les femmes disparues de la Colombie-Britannique », a affirmé Sharon McIvor, de FAFIA. « L'enquête a eu lieu sans la participation d'organisations de femmes autochtones, sans la participation de quelque organisation autochtone que ce soit et sans les organisations de femmes qui savent ce qu'est la vie des femmes vulnérables », a dit Mme McIvor.

« Ce processus est discriminatoire, c'est une trahison des femmes et des filles autochtones. Parce que le gouvernement de la Colombie-Britannique a refusé de financer les services d'avocats pour les parties auxquelles la Commission avait accordé qualité pour comparaître, l'enquête elle-même est devenue une violation des droits des femmes les plus vulnérables. Elles ont été exclues; elles n'ont pas été entendues, on a refusé de les traiter sur un pied d'égalité avec les représentants de la police et du gouvernement », a dit Mme McIvor.

« Ces erreurs scandaleuses ne doivent pas se répéter dans une enquête publique nationale », a ajouté Mme Audette, « ce qui veut dire qu'il faut établir une commission nationale après la pleine consultation des femmes autochtones et de leurs représentants en ce qui concerne le mandat et le processus. Il doit y avoir des garanties claires que les femmes autochtones pourront participer pleinement, avec des avocats financés, qu'elles choisiront elles-mêmes. Une enquête publique doit aussi s'attaquer aux problèmes systémiques qui à l'origine de la violence envers les femmes et les filles autochtones – j'entends par là la pauvreté, le racisme, le sexisme et les effets multiples de la discrimination. Tant que nous n'aurons pas exposé les causes profondes de la violence, nous ne pourrons pas la prévenir. Ce n'est pas seulement une question de conduite policière. »

(suite page suivante...)



(...suite)

« En ce qui concerne les causes de la violence envers les femmes et les filles autochtones, une des raisons de l'échec est l'acceptation tacite que la prostitution est "le choix d'un nationale des droits de la personne. » mode de vie" », dit Mme Audette. « En réalité, c'est la discrimination sociétale et la pauvreté qui mènent des femmes et des filles autochtones à la prostitution, où elles sont régulièrement la cible d'actes d'une extrême violence. La position de l'Association des femmes autochtones du Canada au sujet de la prostitution est claire. Nous voulons que les femmes qui se prostituent soient décriminalisées, mais nous voulons aussi que les lois soient pleinement appliquées contre les souteneurs, les trafiquants et les clients qui exploitent ces femmes et ces filles. Nous voulons beaucoup plus que la pauvreté, la violence, l'exploitation et le meurtre pour les femmes autochtones. »

« En plus d'une enquête nationale, le Canada a besoin de faire l'objet d'un examen minutieux de l'extérieur », a dit Mme McIvor. « L'AFAC et FAFIA ont porté la question des meurtres et des disparitions de femmes et de filles autochtones à l'attention du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, entre autres organismes internationaux. Nous avons demandé des examens exté-

rieurs parce que tant que le Canada n'aura pas mis en place des mesures efficaces pour mettre fin au meurtre et à la disparition de femmes et de filles autochtones, nous avons besoin du soutien et du regard de la communauté inter-

Pour en savoir davantage sur la position de l'Association des femmes autochtones du Canada sur la prostitution, consulter le site Web de l'AFAC à l'adresse suivante : http:// www.nwac.ca/fr/programs/position-bedford

Pour obtenir plus d'information, communiquer avec :

Michèle Audette,

Présidente Association des femmes autochtones du Canada

Téléphone: 613-722-3033, poste 259

Sans frais: 1-800-461-4043 Télécopieur: 613-722-7687 Courriel: maudette@nwac.ca

Site web: www.nwac.ca

Sharon McIvor.

Comité des droits de la personne Alliance canadienne féministe pour l'action internationale

Téléphone: 250-378-7479 Télécopieur : 604-874-6661 Courriel: bearclaw@shaw.ca



Ressources

Voici quelques sites Internet remplis de ressources :

Pour aider une femmes victime de violence :

www.stopviolenceinvukon.ca

Quels sont vos recours si vous êtes victime de violence :

www.justice.gov.yk.ca/fr/prog/cor/vs/whattodo.html

Services aux victimes et prévention de la violence familiale du gouvernement du Yukon:

www.justice.gov.yk.ca/fr/prog/cor/vs/index.html

Maisons d'hébergement pour femmes

| Kaushee's Place (maison de transition) (Whitehorse) | (867) 668-5733 (24 h sur 24) |
|---|--|
| Refuge pour femmes de Dawson | (867) 993-5086 |
| Help and Hope for Families (maison de transition) (Watson Lake) | (867) 536-7233 |
| Carmacks Safe Home | (867) 863-5918 |
| Magedi Safe Home (Ross River) | (867) 969-2722 |
| Services aux victimes (Whitehorse) (lun au Ven) | (867) 667-3581 ou, sans frais, 1-800-661-0408 |

Conseil ou aide juridique

| Ligne d'assistance juridique (Whitehorse) | (867) 668-5297 ou, sans frais, 1-867-668-5297 |
|--|--|
| Conseillère du Centre des femmes Victoria Faulkner | (867) 667-2693 |
| Service d'aiguillage vers les avocats (WWomen'sahitehorse) | (867) 668-4231 |
| Aide juridique (Whitehorse) | (867) 667-5210 |
| | |
| Service de soins aux enfants victimes de violence | (867) 667-8227 |
| Services à l'enfance et à la famille | (867) 667-3002 |
| Prévention de la violence familiale | (867) 667-3581 ou, |

Aussi, deux émissions en français remplies d'information sur la violence faite aux femmes

http://www.rfi.fr/emission/20101114-1-violences-faites-femmes http://www.rfi.fr/emission/20101114-2-violences-faites-femmes



sans frais, 1-800-661-0511

Votre page

Si vous pensez être
en danger, dites-le à
quelqu'un et allez dans un endroit sécuritaire.
Obtenez de l'aide...

GRC-911 à Whitehorse. Dans toutes les communautés : vous devez faire les trois premiers chiffres de votre communauté suivis du 5555 (ex. : XXX-5555)

Kaushee's Place—Maison de transition pour femmes à Whitehorse (24 h sur 24) (867) 668-5733

Victim LINK (24 h sur 24) 1 800 563-0808

Références en semaine :

Services aux victimes (867) 667-8500 ou 1 800 661-0408, poste 8500 (de 8 h 30 à 17 h, du lundi au vendredi)

Les Essenti*Elles* (867) 668-2636

Centre des femmes *Victoria Faulkner* (867) 667-2693

Endroits sécuritaires :

Églises, centres de santé, hôpital, écoles, amis, travailleuses sociales,

Vous pouvez donner au Essentielles avec votre recyclage! Et faire un don avec vos bouteilles consignées!

Chez Raven's recycling, Sur la rue Industriel, Whitehorse http://www.ravenrecycling.org/

Chez P&M recycling 607 rue Ray, Whitehorse

Vous devez mentionner que vous voulez donner aux Essentielles

Vêtements

vous pouvez aussi amenez vos vêtements à donner en consigne chez And Again (sur la 2e avenue et Strickland).

Demandez à ce que votre part soit versé aux Essentielles

Service d'avortement au Yukon

Pour obtenir un avortement, vous devez être référées par un médecin. Si vous n'avez pas de médecin de famille, 2 cliniques acceptent de vous voir pour cela.

Demandez à voir un médecin pour une grossesse (pregnancy) Cliniques:

Whitehorse Medical Clinic (393-6646) Klondyke Medical Clinic (668-4046) Vous pouvez aussi vous rendre à l'urgence

Si vous avez besoin de parler à quelqu'un avant ou après, la conseillère au Centre des femmes parle français Diane: 867 667-2693

Les femmes à l'extérieur de Whitehorse peuvent être référées par leur Centre de santé communautaire.

Les frais de déplacement à Whitehorse pour l'intervention sont couverts

Pour plus de renseignements ou du support, Contactez-nous :668-2636

